

> Circulaire du CPDP

n°11058
Lundi 18 janvier 2016

PÉTROLE BRUT ET PRODUITS PÉTROCHIMIQUES IRANIENS

Fin des sanctions économiques et financières prises par l'UE

DÉCISION (PESC) 2016/37 DU CONSEIL DU 16 JANVIER 2016

► Par une décision (PESC) 2016/37, publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 16 janvier 2016, le Conseil fixe au 16 janvier 2016 la date d'application de la décision (PESC) 2015/1863 du 18 octobre 2015. Cette décision prévoit, notamment, de suspendre les restrictions à l'exportation et à l'importation touchant le pétrole brut, les produits pétroliers et les produits pétrochimiques iraniens.

La décision (PESC) 2016/37 fait suite à la remise du rapport du directeur général de l'AIEA au Conseil de sécurité des Nations unies confirmant que l'Iran a bien adopté les mesures énoncées dans le plan d'action du 14 juillet 2015 sur une solution globale à long terme à la question du nucléaire iranien.

Concrètement, est modifié l'article 26 bis de la décision 2010/413/PESC du Conseil du 26 juillet 2010 mettant en place le régime de sanctions, afin de préciser que les mesures relatives au pétrole (visées aux articles 3 bis à 3 quinquies de cette même décision), sont levées.

Sont également levées les mesures restrictives touchant :

- le gaz naturel (article 3 sexies de la décision 2010/413/PESC),
- la fourniture de technologies liées au raffinage, au gaz naturel liquéfié, à l'exploration et à la production (article 4) et à l'industrie pétrochimique (article 4 bis).

► La décision (PESC) 2016/35, publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 15 janvier 2016, prorogeant une nouvelle fois¹, jusqu'au 28 janvier 2016, la suspension des mesures restrictives adoptées à l'encontre de l'Iran, devient caduque à compter du 16 janvier 2016.

► Figurent ci-après :

- la décision (PESC) 2016/37 du Conseil du 16 janvier 2016 ;
- la décision (PESC) 2015/1863 du Conseil du 18 octobre 2015.

¹



DÉCISION (PESC) 2016/37 DU CONSEIL DU 16 JANVIER 2016
concernant la date d'application de la décision (PESC) 2015/1863
modifiant la décision 2010/413/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran
(J.O.U.E. du 16 janvier 2016)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 29,

vu la proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 26 juillet 2010, le Conseil a adopté la décision 2010/413/PESC ⁽¹⁾ concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran.
- (2) Le 14 juillet 2015, la Chine, la France, l'Allemagne, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, avec le soutien du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, sont parvenus à un accord sur une solution globale à long terme à la question du nucléaire iranien. La mise en œuvre réussie du plan d'action global commun (ci-après dénommé «plan d'action») garantira la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien et permettra une levée générale de toutes les sanctions liées au nucléaire.
- (3) Le 20 juillet 2015, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution (RCSNU) 2231 (2015), dans laquelle il approuve le plan d'action, appelle instamment à sa mise en œuvre intégrale conformément au calendrier qui y est établi et prévoit des actions à entreprendre conformément au plan d'action.
- (4) La RCSNU 2231 (2015) prévoit que les dispositions des RCSNU 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008), 1929 (2010) et 2224 (2015) doivent arriver à expiration une fois que l'AIEA aura vérifié que l'Iran met bien en œuvre ses engagements relatifs au nucléaire conformément au plan d'action.
- (5) La RCSNU 2231 (2015) prévoit en outre que les États doivent respecter les dispositions pertinentes de la déclaration de la Chine, de la France, de l'Allemagne, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union européenne, en date du 14 juillet 2015, visant à promouvoir la transparence et à créer une atmosphère propice à la mise en œuvre intégrale du plan d'action, qui figure à l'annexe B de ladite résolution.
- (6) Le 18 octobre 2015, par la décision (PESC) 2015/1863 ⁽²⁾, le Conseil a décidé de mettre fin à l'application de toutes les sanctions économiques et financières liées au nucléaire prises par l'Union, en tenant compte de la RCSNU 2231 (2015) et de son annexe B, parallèlement à la mise en œuvre par l'Iran, vérifiée par l'AIEA, des mesures convenues relatives au nucléaire.

⁽¹⁾ Décision 2010/413/PESC du Conseil du 26 juillet 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC (JO L 195 du 27.7.2010, p. 39).

⁽²⁾ Décision (PESC) 2015/1863 du Conseil du 18 octobre 2015 modifiant la décision 2010/413/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran (JO L 274 du 18.10.2015, p. 174).

- (7) Par la décision (PESC) 2015/1863, le Conseil a également décidé d'instaurer, une fois que l'AIEA aura vérifié que l'Iran met bien en œuvre ses engagements relatifs au nucléaire, un régime d'autorisation permettant de se prononcer, après examen, sur les transferts ou activités liés au nucléaire qui concernent l'Iran et qui ne sont pas visés par la RCSNU 2231 (2015), en pleine conformité avec le plan d'action.
- (8) Conformément à son article 2, deuxième alinéa, la décision (PESC) 2015/1863 doit s'appliquer à partir de la date à laquelle le Conseil prend acte de ce que le directeur général de l'AIEA a présenté au conseil des gouverneurs de l'AIEA et au Conseil de sécurité des Nations unies un rapport confirmant que l'Iran a bien adopté les mesures énoncées aux paragraphes 15.1 à 15.11 de l'annexe V du plan d'action.
- (9) Le Conseil prend acte, le 16 janvier 2016, de ce que le directeur général de l'AIEA a présenté au conseil des gouverneurs de l'AIEA et au Conseil de sécurité des Nations unies un rapport confirmant que l'Iran a bien adopté les mesures énoncées aux paragraphes 15.1 à 15.11 de l'annexe V du plan d'action,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision (PESC) 2015/1863 est applicable à partir du 16 janvier 2016.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 16 janvier 2016.

Par le Conseil
Le président
A.G. KOENDERS